



**UNITED NATIONS**  
**ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA**

**NATIONS UNIES**  
**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL**  
**POUR L'AFRIQUE CENTRALE**

**SUB-REGIONAL DEVELOPMENT CENTRE**  
**FOR CENTRAL AFRICA**



**Symposium de Politique Nationale sur les relations entre  
Gouvernement et Organisations de la Société Civile**

*11 AU 12 JUIN 1998*  
*A YAOUNDE*

**Séminaire de Formation des ONG**

*15 AU 18 JUIN 1998*  
*A MBALMAYO*

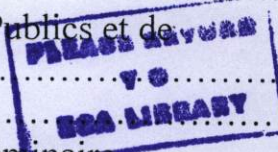
***Organisé par :***

**La Division de la Gestion du Développement et  
le Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale  
(CDSR-AC) de la Commission Economique des Nations Unies pour  
l'Afrique (CEA)**



# SOMMAIRE

<b>I. Introduction et Justification.....</b>	<b>3</b>
1.1. Introduction .....	3
1.2. Justification.....	3
<b>II. Le Symposium .....</b>	<b>4</b>
2.1. Objectifs.....	4
2.2. Séance d'ouverture .....	4
2.3. Présentation des thèmes et discussions.....	8
2.3.1. La Charte Africaine de la Participation Populaire au Développement	8
2.3.2. La Participation populaire au développement économique et social du Cameroun .....	10
2.3.3. L'Internet comme outil de communication et de formation des ONG	17
2.3.4. Travaux de l'Atelier n° 1 .....	18
2.3.5. Travaux de l'Atelier n° 2 .....	20
2.3.6. Conclusions et recommandations générales du symposium.....	21
2.3.6.1. Conclusions.....	21
2.3.6.2. Recommandations.....	23
<b>III. Le Séminaire de Formation .....</b>	<b>25</b>
3.1. Justification et Objectifs.....	25
3.2. Intitulés de cours .....	25
3.3. Ouverture du séminaire .....	26
3.4. Déroulement de la formation .....	26
3.5. Recommandations relatives au séminaire de formation .....	27
3.6. Clôture .....	28
3.7. Conclusion .....	29
<b>IV. Annexes</b>	
Annexe 1 – Programme de travail du symposium.....	30
Annexe 2 – Programme de travail du séminaire.....	31
Annexe 3 – Liste des participants au symposium .....	32
Annexe 4 - Liste des participants au séminaire.....	36
Annexe 5 – Discours du Ministre des Investissements Publics et de L'Aménagement du Territoire .....	40
Annexe 6 – Discours du Directeur a.i. du CDSR-AC .....	43
Annexe 7 – Mot de remerciement des participants au séminaire.....	46
Annexe 8 – Résultats de l'enquête "évaluation" du séminaire.....	47





# **I. INTRODUCTION ET JUSTIFICATION**

## **1.1. Introduction**

Placé sous le haut patronage du Ministère camerounais des Investissements Publics et de l'Aménagement du Territoire, un symposium de Politique Nationale sur les Relations entre Gouvernement et les Organisations de la Société Civile ainsi qu'un séminaire de formation des Organisations Non Gouvernementales (ONG) ont été organisés par la Division de la Gestion du Développement (DGC) et le Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale ( CDSR-AC) de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Les deux évènements ont eu lieu respectivement à Yaoundé et à Mbalmayo, du 11 au 12 et du 14 au 18 juin 1998. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Mondiale, l'Association pour la Promotion des Initiatives Communautaires Africaines (APICA) , le Centre d'Information des Nations Unies (CINU) et le Réseau Africain de Développement (RADEV) étaient associés.

Plus de quatre vingt (80) participants s'y sont rencontrés, délégués du gouvernement camerounais, des partenaires au développement, des organisations de la société civile, des ONG nationales et internationales actives au Cameroun.

## **1.2. Justification**

Parmi les intérêts croissants et l'attention accordée aux organisations populaires, les questions concernant leurs relations avec les gouvernements ont été souvent posées ces dernières années. Les réponses des autorités qui varient considérablement sur la validité des ONG ont constitué des contraintes pour beaucoup d'organisations populaires. Les mérites et avantages des uns et des autres sont à peine appréciés du fait d'un manque de mécanisme de concertation et de dialogue qui favoriserait, sans nul doute, leur collaboration. Il est de plus en plus ressenti qu'une réflexion collective sur les relations entre les gouvernements et les organisations devrait être mise en œuvre afin de développer les politiques et stratégies répondant mieux à cette situation.



La question des relations entre les gouvernements et les ONG est d'autant plus à jour ces dernières années que, le nombre d'organisations a considérablement augmenté sur le continent. A travers toute la région, un nouvel environnement s'est établi et les organisations de la société civile demandent à jouer un rôle plus important dans leurs sociétés et veulent être plus impliquées dans le développement économique et social.

Il est essentiel que ces organisations jouent un rôle dans la mise en place de structures démocratiques et que leurs contributions soient étudiées et examinées dans le cadre du redressement et du développement des économies nationales.

## **II. LE SYMPOSIUM**

### **2.1. Objectifs**

Les objectifs du symposium sont les suivants :

- Revoir collectivement l'état des relations entre le gouvernement et les organisations populaires.
- Susciter un dialogue entre les Organisations de la Société Civile et le Gouvernement en vue de promouvoir un cadre de concertation entre le Gouvernement, les ONG et les Organismes de coopération bilatérale et multilatérale.

Pour atteindre ces objectifs, les thèmes principaux abordés durant le symposium ont été :

- la Charte Africaine de la Participation Populaire au Développement et l'évaluation du rôle des organisations populaires ;
- l'évaluation de la promotion de la participation populaire au Cameroun ;
- les modalités de renforcement des relations entre le Gouvernement, les organisations populaires et les partenaires au développement ;
- l'Internet comme outil de communication et de formation des ONG.



## 2.2. Séance d'ouverture

La séance d'ouverture était présidée par son Excellence Monsieur Justin Ndioro, Ministre des Investissements Publics et de l'Aménagement du Territoire. Durant cette séance sont successivement intervenus : Monsieur Agbénonci Aurélien, Représentant Résident Adjoint du Bureau du PNUD/Cameroun et Coordonnateur a.i. du Système des Nations Unies à Yaoundé ; Monsieur Robert Lacey, Représentant Résident de la Banque Mondiale ; Monsieur Abdoulaye Niang, Directeur a.i. du Centre de Développement Sous-régional pour l'Afrique Centrale et Son Excellence Monsieur Justin Ndioro, Ministre des Investissements Publics et de l'Aménagement du Territoire.

Monsieur Agbénonci, a tout d'abord exprimé sa profonde satisfaction et ses remerciements à l'endroit du Ministre Ndioro pour sa disponibilité quant aux activités des organes du système des Nations Unies et pour le séminaire en particulier. Il a ensuite exprimé son estime à l'endroit du Directeur a.i. du Centre dont le dynamisme se traduit par le lancement de débats sur des sujets de préoccupations dans la sous-région. Il a aussi remercié les ONG qui de par leur présence à ces assises ont manifesté leur attachement à établir un partenariat avec les autres parties concernées.

Il a souligné le rôle important de l'Etat dans le processus de développement, celui du secteur privé et de la société civile en tant qu'acteurs complémentaires. Il est donc impératif a-t-il indiqué, de renforcer leur capacité d'analyse et de formulation de programmes. C'est conscient de ce rôle que le PNUD, en concertation avec la Banque Mondiale, a participé à la réflexion sur la mise en place de mécanismes de coopération entre le Gouvernement et les ONG. Enfin, M. Agbénonci a exhorté les ONG à se prendre en charge elles-mêmes pour être plus efficace dans l'élimination de la pauvreté.

Monsieur Robert Lacey, Représentant Résident de la Banque Mondiale, a exprimé sa satisfaction d'avoir été partenaire dans l'organisation de ce symposium. Les relations entre la Banque Mondiale et les ONG ont connu une véritable évolution ces dernières années a-t-il souligné.

En effet, le dynamisme des ONG depuis quelques années a conduit à leur reconnaissance sur le plan international. Leur rôle dans les secteurs tels que : l'environnement, les services sociaux, etc. est primordial. M. Lacey a noté qu'au niveau du Cameroun, un projet de loi a été initié par la Banque Mondiale, et le PNUD, loi qui devra régir la vie des ONG et leurs relations avec le Gouvernement.



Le présent séminaire est une étape importante pour renforcer les relations entre l'Etat et les ONG. Aussi, a-t-il conclu la Banque Mondiale attend beaucoup de ce séminaire.

Monsieur Abdoulaye Niang, a dans sa déclaration, souhaité la bienvenue au Ministre Ndioro Justin, aux Représentants du PNUD, de la Banque Mondiale, des partenaires au développement, actifs au Cameroun ainsi qu'à tous les délégués des ONG et des Organisations de la Société Civile (OSC) présents dans la salle.

M. Niang a remercié tout particulièrement le Gouvernement Camerounais, représenté par son Ministre des Investissements Publics et de l'Aménagement du Territoire et qui a bien voulu être présent aux assises du symposium, marquant ainsi son intérêt à cet important événement.

Il a remercié également les organisations partenaires au développement, notamment les Missions au Cameroun du PNUD et de la Banque Mondiale qui se sont jointes à la CEA, à travers son Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale ainsi que le RADEV, pour rendre possible cette rencontre conjointe entre le gouvernement et les organisations de la société civile.

M. Niang a décrit brièvement les objectifs du Centre Africain pour la Société Civile (CASC) de la Division de la Gestion du Développement de la CEA qui sont :

- promouvoir la coopération entre les gouvernements africains et la société civile en encourageant les gouvernements à instituer un environnement réglementaire propice à la croissance des ONG locales et le développement de leurs activités économiques, politiques et sociales;
- aider à renforcer la capacité organisationnelle, de gestion et de programmation des organisations de la société civile, et
- aider à renforcer la capacité des organisations de la société civile pour développer des techniques appropriées concernant la prévention des conflits, le renforcement d'une paisible démocratie pluraliste et la résolution pacifique des disputes.

Il a rappelé que le CASC, en organisant le présent symposium et le séminaire de formation des ONG de Mbalmayo (15-18 juin 1998), en collaboration avec le CDSR-CA de Yaoundé, agit en conformité avec la



politique de décentralisation des activités de la CEA rénovée au niveau sous-régional et national.

Après avoir rappelé les objectifs du symposium de Yaoundé et du séminaire de formation des ONG de Mbalmayo, il a annoncé l'exposé sur l'Internet qui constitue une session proposée par le CDSR-AC afin de familiariser davantage les ONG à cet important outil de communication qui favorisera l'émancipation socio-économique du continent et facilitera la création et le renforcement de réseaux d'ONG, tel que suggéré par la Charte.

Monsieur Niang a remercié, une fois de plus, le Ministre et les honorables participants pour leur soutien aux activités du CDSR-AC. Il a remercié le RADEV, l'APICA, le CINU ainsi que les cadres camerounais et de la sous-région qui ont apporté leur précieux concours pour l'organisation du symposium.

Prenant à son tour la parole, Monsieur le Ministre a d'abord souhaité la bienvenue aux participants et a transmis ses remerciements à travers eux, aux organisations qu'ils représentent.

Il a notamment souligné que le Gouvernement camerounais a pris la ferme résolution de mobiliser toutes les énergies potentielles et de créer un environnement favorable à la participation populaire basée sur l'initiative privée et le volontariat. Il a reconnu le rôle important que joue les ONG dans le développement économique et social du Cameroun et a indiqué qu'avec les Organisations populaires, elles constituent un maillon important de la stratégie de développement endogène. C'est pourquoi, l'Etat camerounais, dans sa fonction régaliennne intègre la participation populaire dans toutes ses stratégies de développement

Monsieur le Ministre a déclaré que la loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association constitue le socle à partir duquel se dégage l'orientation actuelle vers un cadre juridique plus approprié.

Il a rappelé le contenu de deux importants séminaires déjà tenus au Cameroun d'une part, sur le rôle des ONG dans les programmes d'ajustement structurel, et d'autre part sur la méthodologie commune de reconnaissance, d'évaluation et de coordination des interventions des ONG au Cameroun, qui ont permis de clarifier le rôle des ONG dans le processus de développement économique et social du pays. Il a aussi indiqué qu'il s'agit aujourd'hui de définir un cadre juridique régissant les relations entre l'Etat et les ONG et qui préserve les intérêts de toutes les parties prenantes.



Ce cadre a-t-il précisé ne sera pas une finalité en soi, mais devra représenter un contrat de confiance, un cadre de cohérence dans lequel s'inscrivent toutes les relations entre l'Etat et les ONG d'une part, les ONG et les bailleurs de fonds, d'autre part

S'adressant directement aux ONG, Monsieur le Ministre a noté que la mise en place d'une structure de rassemblement qui soit un interlocuteur dans ce processus est hautement souhaité. Cette structure devrait intégrer toutes les ONG, nationales et internationales, qui opèrent dans le pays... »

Il a recommandé au symposium de prendre en compte les recommandations des précédentes assises et de formuler des résolutions pertinentes susceptibles de rendre le partenariat Etat – ONG réel et efficace.

Les discours d'ouverture ont été suivis de la présentation sur la Charte Africaine de la Participation Populaire au Développement et du résumé de l'étude intitulée : La Participation Populaire au Développement Economique et Social du Cameroun.

Chaque présentation a été immédiatement suivie de débats autour du thème exposé.

Deux ateliers relatifs aux deux thèmes ont été tenus. Ces ateliers ont été conduits par des modérateurs et des rapporteurs, représentant respectivement, le Gouvernement, les Institutions multilatérales et les ONG.

A la fin des travaux, leurs conclusions et recommandations ont été présentées, amendées et approuvées en session plénière.

## **2.3. Présentation des thèmes et discussions**

### **2.3.1. La Charte Africaine de la Participation Populaire au Développement.**

Ce thème a été présenté par Monsieur Amadou Ly, Consultant de la CEA, qui a rappelé que plus de 500 représentants des gouvernements africains, d'Organisations Populaires (OP), d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) et d'Organisations de Développement Volontaires (ODV) africaines et non africaines, du système des Nations Unies, de la coopération bilatérale et multilatérale se sont réunis à Arusha du 12 au 16 février 1990 pour tenir la Conférence Internationale sur la Participation Populaire pour le Redressement et



le Développement en Afrique. La Charte Africaine de Participation Populaire au Développement et la Transformation a été adoptée à l'issue de cette conférence.

L'OUA et la CEA ont été chargées de vulgariser cette Charte, de veiller à sa mise en œuvre par les gouvernements et autres acteurs, puis d'en faire le suivi, par la confection de rapports et recommandations périodiques. C'est dans ce cadre de sensibilisation et de vulgarisation que la CEA a entrepris depuis 1990 des symposia dans les différents pays africains, en collaboration avec les Gouvernements, les ONG et les autres Organisations de la Société Civile.

Monsieur Ly a informé qu'au sein de la Division de la Gestion du Développement de la CEA, une unité a été créée afin de faire le suivi avec les Etats, les ONG et la Société Civile pour collecter, confectionner et diffuser tout document et toute information concernant le sujet. Cette unité a aussi pour but d'encourager la promotion de la Charte africaine sur la participation populaire et le renforcement des Organisations de la Société Civile en matière de démocratie et de bonne gouvernance. Son rôle est également d'aider les Organisations de la Société Civile africaine à créer des liens de coopération avec la communauté internationale des bailleurs de fonds et à créer des réseaux efficaces aux niveaux sous-régional et régional.

Il a enfin indiqué l'importance de la collaboration entre le gouvernement, les populations, la communauté internationale et les ONG dans la promotion de la Charte et l'application de ses principes directeurs qui contribuent à renforcer les processus démocratiques et participatifs ainsi que les schémas de développement économique et social en faveur des populations africaines. Monsieur Ly a décrit ensuite les stratégies d'application proposées par la Charte ainsi que les principaux indicateurs permettant d'assurer son suivi.

Cette présentation a été suivie des débats portant sur son contenu et sur les relations entre le Gouvernement camerounais et les ONG.

Les participants ont été informés des mesures prises pour la mise en application de la Charte, notamment la création au niveau de chaque pays d'un comité national pour le suivi de la Conférence sur la participation populaire d'Arusha, les moyens mis à la disposition de la société civile, les actions entreprises par la CEA dans le cadre du suivi de la Conférence d'Arusha ;

Ils ont souhaité que la mise en œuvre de ladite Charte prenne en compte certains instruments légaux adoptés ces dernières années au niveau des assises internationales, notamment concernant la participation de la jeunesse au développement de l'Afrique ;



L'importance de la communication dans les zones rurales pour la vulgarisation au niveau des populations de ces zones et la mise en application de la charte par lesdites populations a été soulignée. Certains participants ont souhaité que des efforts particuliers soient déployés pour l'utilisation des langues nationales dans la vulgarisation de la Charte.

Quant aux relations entre le Gouvernement camerounais et les ONG, les participants ont manifesté leur désir d'être informés des actions initiées par le Gouvernement depuis la Loi sur les Associations promulguée en 1990 en vue d'établir un cadre réglementant les relations avec les ONG.

Il a été aussi souligné que la Charte avait été ratifiée par les instances appropriées de tous les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, mais que peu de pays auraient déjà créé leur comité national de suivi ;

En plus de la création en 1997 du Centre Africain pour la Société Civile pour contribuer à la mise en application de la Charte, le présent symposium était également une contribution de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique à cet exercice ;

Il a été aussi noté que la loi sur les Associations, comme reflété dans l'allocation d'ouverture du Ministre Ndioro est entrain d'être revue pour laisser place à un cadre juridique plus approprié, réglementant les ONG et les relations entre le Gouvernement et les ONG. A cet effet, des concertations entre le Gouvernement et les ONG étaient nécessaires afin de fournir au Gouvernement des éléments lui permettant de définir une politique nationale de participation populaire au développement du Cameroun. L'objectif du symposium sur la politique nationale sur les Organisations Non Gouvernementales était justement de dégager certaines orientations quant aux relations entre le Gouvernement camerounais et les ONG.

### **2.3.2. La participation populaire au développement économique et social du Cameroun**

Madame Marie Madeleine Nga et Monsieur Paul-Gilles Nanda, Consultants du RADEV, ont procédé à la présentation de l'étude

Les présentateurs ont d'abord défini ce qu'il faut entendre par organisations populaires (OP). Sous le vocable OP se regroupent toutes les associations d'essence coutumière qui concourent à la structuration des sociétés rurales. Ils ont distingué :

- Les Comités de Développement Villageois (CODEVI) ;



- Les Associations d'Originaires (AO) ou d'Elites (AE) ;
- Les Initiatives Locales de Développement (ILD).

Ils ont ensuite indiqué que les Organisations Non Gouvernementales (ONG) sont des structures d'appuis à ces OP, et sont classées parmi les autres entités non gouvernementales (ENG), toutes les institutions financières non bancaires qui sont d'initiatives populaires ou privées.

Les problèmes majeurs qui se posent aux OP et ONG relèvent principalement de leur grand nombre et des difficultés de leur identification, de leur faiblesse institutionnelle, de l'insuffisance des ressources d'intervention, et l'absence d'un cadre juridique de collaboration avec le Gouvernement.

#### **A. Du dénombrement des OP/ONG**

Le dénombrement des OP est une tâche ardue qui ne saurait être exhaustive à moins d'être effectuée lors d'un recensement démographique. En effet, les CODEVI et les ILD prennent naissance au sein même des villages où l'on peut dénombrer plusieurs ILD réparties entre différents quartiers et groupes socio-professionnels.

Une étude menée en 1983 par une ONG Internationale (APICA) montre qu'à cette date 43 ONG dont 25 nationales et 18 étrangères opéraient au Cameroun. En 1988, le PNUD et le Gouvernement dénombraient 76 ONG (50 nationales et 26 internationales). En 1994, la GTZ et le COPAD (Collectif d'ONG) recensaient 136 structures (108 nationales et 28 étrangères).

Mais une enquête exhaustive menée en 1996/97 par l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) révélait l'existence de plus de 3000 déclarations d'associations dans les trois départements du Mfoundi, du Mounjo et du Wouri et plus de 4000 déclarations de coopératives dans le seul Mfoundi.

#### **B. Des ressources financières**

##### **a) Les ressources financières des OP**

Les OP fonctionnent essentiellement sur des ressources propres, mais leurs actions de développement bénéficient ponctuellement de subventions.

Les ressources propres comprennent les contributions au développement communautaire, les contributions de prévoyance sociale, les tontines et les capitaux des institutions financières non bancaires.



Au titre de contributions au développement communautaire, les CODEVI imposent à leurs membres des cotisations spéciales affectées aux activités de développement local votées aux assises de leurs congrès annuels. Les fonds collectés à cette fin constituent par leur assiette, leur fréquence et leurs montants une véritable fiscalité de développement contrôlée par les chefs de villages, les animateurs élus des CODEVI et des associations d'originaires.

Les contributions de prévoyance sociale sont surtout constituées au sein des AO et des AE. Ce sont des cotisations dites de secours d'urgence qui servent à apporter l'assistance financière aux membres affectés par des événements malheureux (maladie, décès d'un membre, de son parent ou de son conjoint), ou célébrant des réjouissances telles que les mariages et les naissances au foyer comme le feraient des services d'assurance. Elles ont un caractère obligatoire au sein des AO et des AE.

Les cotisations tontinières forment le dernier volet des ressources propres manipulées au sein des OP. Elles constituent au Cameroun un véritable instrument d'autonomie financière des OP, soit pour servir les priorités de développement local arrêtées en congrès par les CODEVI, soit pour soutenir les investissements privés des membres des AO et des AE, soit encore pour entretenir un système de prévoyance sociale.

#### **b) Les ressources financières des ONG**

Les ressources financières des ONG, sont en majeure partie constituées par les cotisations des membres, les produits de leurs activités (services rémunérés, publications et objets vendus), les subventions, et les aides des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux .

Certaines ONG détiennent cependant de véritables instruments financiers qui servent d'intermédiation avec les structures formelles et les institutions internationales, notamment celles qui appuient les micro-entreprises et l'artisanat.

Il faut relever le caractère progressif du financement des interventions des ONG par les bailleurs de fonds. La Banque Mondiale, par exemple, fait à peine son entrée dans ce système au Cameroun, avec le fonds FIMAC.

L'Etat camerounais a en son temps, accordé des subventions à certaines ONG, mais aujourd'hui, il n'a plus les moyens de soutenir une telle politique.



S'agissant particulièrement des ONG nationales, elles éprouvent d'énormes difficultés pour leurs financements. Très peu d'entre elles s'autofinancent et elles sont en majorité dépendantes des subventions et des aides extérieures pour l'exécution de leurs programmes ; leurs budgets ne sont pas élevés.

Quant aux ONG internationales, elles fonctionnent avec une certaine aisance financière et matérielle. Elles sont financées par leurs sièges, et leurs gouvernements dans certains cas, qui mettent à leur disposition d'importantes ressources prélevées chez leurs contribuables.

### **c) Les ressources financières des AENG**

Les capitaux des institutions financières non bancaires sont des ressources mobilisées par les AENG d'intermédiation financière populaire. Elles constituent de véritables vecteurs dans la mobilisation de l'épargne locale aux fins de développement.

## **C. Les domaines d'intervention et les activités des OP et des ONG**

### **a) Les domaines d'intervention**

Dès les années 1970, avec l'éclosion de certaines conceptions des problèmes de développement, on a assisté à une implication progressive des ONG à la coopération au développement, notamment dans le domaine social (santé, éducation, animation, planning familial, formation professionnelle, entreprises, artisanat, agriculture, etc....)

Ensuite de nouveaux domaines sont venus s'ajouter aux secteurs d'activités traditionnelles : il existe actuellement des ONG engagées non seulement dans la production agricole, l'élevage et la pisciculture, dans l'adduction d'eau en zone rurale, mais aussi dans la protection de l'environnement, dans les technologies appropriées, dans les droits des minorités, et dans la lutte pour la paix, la lutte contre la pauvreté, le désarmement.

### **b) Les activités**

Les activités des ONG au Cameroun sont très diversifiées. Le fait que la plupart des programmes relèvent de plusieurs secteurs à la fois, reflète l'approche intégrée qui caractérise les initiatives des OP et les activités des ONG. On peut cependant classer ces activités en 9 branches :

- les appuis au développement intégré surtout en zones rurales,



- la communication et l'information,
- la santé, l'assainissement et l'hydraulique villageoise,
- l'appui à la production agricole, pastorale et piscicole,
- les coopératives et groupements économiques.
- les affaires sociales et la promotion des activités liées au genre,
- la défense et la protection de l'environnement,
- l'éducation et la formation professionnelle,
- les appuis à l'entrepreneuriat au secteur informel et aux PME/PMI.

#### **D. Structuration et fonctionnement des OP et ONG**

Les seuls instruments juridiques régissant le fonctionnement interne des OP sont leurs seuls statuts et règlements intérieurs.

La plupart des ONG ont une structure simplifiée, comprenant seulement un organe de direction et l'assemblée générale des membres. Celles-là ont donc plus de mal à engager des actions nécessitant des compétences et une expertise pointue.

C'est ainsi que, par exemple, certaines ONG dispensatrices de crédits ne possèdent en leur sein ni un service de crédit, ni un instrument de crédit normalement structuré, ni un règlement spécial destiné à codifier et régir le service financier rendu à leurs membres ou aux bénéficiaires de leurs appuis. Ces insuffisances amenuisent les capacités d'initiative et de négociation des ONG face aux interlocuteurs.

La méconnaissance des mécanismes de coopération en est une conséquence dès lors qu'il n'existe pas de Secrétariat Permanent capable de capitaliser les expériences et de nouer les contacts durables avec les institutions d'aide.

#### **E. Structuration et fonctionnement des AENG**

Les AENG sont par essence des structures créées avec l'appui des institutions expérimentées. Celles-ci intervenant dans la distribution des crédits ont en général une organisation idoine, et disposent des instruments juridiques appropriés mis en place par les institutions privées qui les parrainent.

Dans leur fonctionnement, elles conservent des liens étroits avec les OP dont elles sont soit des émanations soit des instruments d'appui.

Cette structuration confère aux AENG quelques capacités de gestion et un certain pouvoir de négociation dont ils peuvent user aux noms des communautés



locales, en vue de la mobilisation des financements extérieurs. Elles se présentent, aux yeux des populations locales, comme des interlocuteurs crédibles pour négocier les lignes de crédit rétrocessibles aux petits investisseurs ruraux.

## **F. Relations entre OP/ONG et le Gouvernement**

Les relations entre le Gouvernement et les OP et ONG sont à prédominance verticales sous forme d'autorisations, de décrets et divers règlements. La concertation est plutôt marginalisée comparativement aux enjeux de développement.

Ces rapports sont empreints de nombreuses difficultés dues à l'absence d'un cadre juridique et d'une structure de coordination propre aux activités de OP/ONG.

Cependant, on peut noter une avancée significative en 1992. L'organigramme du Ministère de l'Economie et des Finances incluait le suivi des interventions des ONG. Aujourd'hui encore ces attributions sont reprises dans l'organigramme du Ministère des Investissements Publics et de l'Aménagement du Territoire (MINPAT) qui a en charge la Politique de Développement.

C'est ainsi que les OP/ONG ont été associées ces dernières années à la définition des politiques à l'instar de :

- Plan d'Action National de Nutrition
- Plan National de Formation et de Vulgarisation Agricoles ;
- Plan National de Gestion de l'Environnement ;
- Tableau de bord social (suivi du développement humain) ;
- Cellule Centrale de Réforme de l'Organisation du Monde Rural ;
- Politique Nationale de la Population ;
- Etc....

Toutefois des difficultés subsistent dans les relations Etat-ONG, du fait que certaines ONG n'acceptent pas le contrôle et le suivi de leurs activités. De même les ONG revendiquent un statut juridique qui les singularisent des associations.

En dépit de toutes ces difficultés, il existe de bonnes relations de coopération et de complémentarité entre l'Etat, les ILD et les ONG.



Après les débats, le symposium a recommandé les actions ci-dessous dans le cadre de réflexions plus approfondies pour une collaboration future plus étroite et efficace :

- la mise en place d'une structure publique d'interlocution susceptible de dynamiser la coopération entre le Gouvernement et les ONG. Elle devrait s'accompagner de l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel susceptible de favoriser la codification des activités des ONG nationales ;
- le rassemblement des OP/ONG autour d'une structure de coordination et de coopération interne chargée du dialogue avec le Gouvernement et les autres partenaires au développement, notamment les bailleurs de fonds ;
- la nécessité de promouvoir plus que par le passé la responsabilisation et l'encadrement des paysans par l'intensification de la formation et de l'animation rurale, et par le renforcement des groupements paysans en initiatives locales de développement ;
- l'urgence d'engager une réflexion sur les nouvelles stratégies d'intervention en milieu rural, compte-tenu des conditions du milieu, des résultats actuellement enregistrés et des perspectives futures en matière de collaboration entre le gouvernement, les bailleurs de fonds et les ONG ;
- la nécessité d'encourager les ONG nationales et les ILD dans leurs initiatives en matière de développement à la base, grâce aux appuis à leur accorder sur leur demande ;
- la nécessité de connaître le domaine privilégié de chaque ONG, sans toutefois remettre en cause l'approche intégrée qui leur est si chère aux ONG, pour une prise en compte de leurs interventions dans le système national de planification ;
- la nécessité d'actualiser au fil des ans la couverture nationale des ONG et des ILD pour permettre d'établir un réseau de coopération entre les ONG internationales et les ONG nationales, et de définir un cadre de concertation au niveau local entre les ONG et les différents intervenants ;
- l'élaboration et l'adoption d'un code de déontologie des ONG ;
- la promotion des actions en faveur des femmes, notamment grâce aux appuis soutenus à apporter aux groupes des femmes en matière d'assistance technique agricole, de vulgarisation des technologies qui allègent la pénibilité



de leur travail, de formation professionnelle et d'organisation en pré-coopératives ;

- l'organisation et l'animation périodique d'actions de formation à l'intention des ONG, des OP et des ILD sur le processus associatif, la gestion du développement participatif, la structuration des ONG et,
- la mise à disposition des ONG spécialisées en appui financier, et des AENG d'intermédiation financière, d'un guide de coopération au développement. Ce guide les aiderait à connaître les sources de financement auxquelles ils sont éligibles, les instruments financiers disponibles et usités, les procédures et les mécanismes de mobilisation des ressources financières de l'aide publique au développement destinées à la coopération décentralisée.

### **2.3.3. L'Internet comme outil de communication et de formation des ONG**

Ce thème présenté par Dr. Wawa Ngege du réseau de Développement Durable (RDD) du PNUD avait pour principal objectif de sensibiliser les ONG camerounaises sur les services de communication et de formation qu'offre la société de l'information aujourd'hui à travers le réseau mondial Internet.

Après avoir rappelé les modes de communication (tam-tam, fumée,...) qu'utilisaient nos populations avant la venue des nouvelles technologies de l'information, le présentateur a défini tour à tour les services usuels de communication rencontrés sur les réseaux : a) le courrier électronique (ou e-mail) pourrait aider les ONG à communiquer entre-elles et avec d'autres, à moindre coût, au moment où on sait que dans un pays comme le Cameroun, les coûts de téléphone, de télécopie, etc. sont élevés; b) les vitrines électroniques (ou pages web) permettraient aux ONG de faire connaître à tous les pays du monde entier leur domaine d'intervention, les différentes prestations disponibles en leur sein et pourquoi pas, l'assistance et les modes de partenariat qu'elles souhaiteraient établir avec d'autres. Dr Ngege a exhorté les ONG de s'approprier cet outil qui fera une sorte de publicité et par conséquent leur permettra de se développer; c) la téléphonie sur Internet; d) la télécopie sur Internet; etc.

D'autre part, le présentateur a montré que le réseau Internet constitue un outil pédagogique puissant qui aiderait les ONG dans le renforcement de leurs capacités. Pour cela, les ONG devraient faire des recherches à travers diverses bibliothèques électroniques disséminées et disponibles sur le réseau mondial.



Pour aider les ONG à bénéficier de ces services, Dr Ngenge a dressé l'état de la situation du développement du réseau Internet au Cameroun, état qui a permis aux participants de connaître les procédures nécessaires pour la connexion à l'Internet.

Les séminaristes ont beaucoup apprécié l'ensemble des informations mis à leur disposition. Ils ont reconnu que l'appropriation de ces nouvelles technologies de l'information les aiderait à développer leurs organisations. Ils ont toutefois émis quelques réserves dans l'utilisation de ces outils. En effet, la quasi-totalité des ONG interviennent ou sont implantées dans les zones rurales où les moyens de télécommunications sont inexistants. Sans une réforme profonde des télécommunications dans ces zones, les participants trouvent qu'ils leur sera difficile d'utiliser l'Internet.

#### **2.3.4. Travaux de l'Atelier n° 1 portant sur : « Le rôle des Organisations populaires dans le contexte de la Charte Africaine de la Participation Populaire ».**

Les travaux de l'Atelier n° 1 ont suivi les discussions générées à partir de la présentation sur la Charte Africaine. Plus de 30 participants ont longuement discuté ce thème.

L'atelier n° 1 avait pour Modérateur, M. KAMARA David, CDSR- AC ; Rapporteurs, Mme KENFACK Marie, OFSAD et M. MBWANGUE Jonas, APICA ; Assistance , M. Amadou Ly, Consultant CEA

Après les discussions, les membres de cet atelier ont proposé les recommandations suivantes :

##### **a) Bailleurs de Fonds et CEA/CDSR-AC :**

- Coordonner leurs interventions et informer régulièrement les ONG de leurs programmes et leurs priorités ;
- Soutenir les ONG et Associations dans leurs activités d'information sur la Charte ; et renforcer leurs capacités institutionnelles ;
- Mettre la Charte à la disposition des ONG, en quantité suffisante et appuyer l'organisation des campagnes d'information sur la Charte au niveau des populations ;



- Inscrire dans leur agenda l'aspect « Jeunesse » comme priorité dans le cadre de la participation des Jeunes au processus de prise de décision à tous les niveaux ;
- Inscrire l'aspect genre dans leur agenda.

#### **b) Gouvernement :**

- Clarifier le cadre juridique organisant les ONG et Associations ;
- Impliquer davantage les ONG et Associations dans la finalisation du projet de loi en cours.
- Inclure dans le budget de l'Etat des subventions au profit des ONG et Associations ;
- Mettre à la disposition des ONG des ressources humaines pour mieux les assister dans leurs missions ;
- Mettre en place une structure publique unique d'interlocution avec les ONG et Associations ;

#### **c) ONG – Organisations Populaires :**

- Renforcer leur capacité institutionnelle ;
- Se professionnaliser afin de s'assurer une réalisation plus efficace de leurs activités ;
- Mettre sur pied une structure de coordination des ONG et Associations ;
- Mettre sur pied, à travers cette structure de coordination, un code de déontologie applicable à tous ;
- Veiller à une meilleure décentralisation des ONG en vue de couvrir adéquatement le territoire national ;



Il a été unanimement retenu que les participants à ce symposium mettent en place un comité de suivi composé de : Gouvernement, Bailleurs de Fonds, ONG, et Associations. Ce comité aura pour responsabilité l'application et le suivi de ces recommandations.

### **2.3.5. Travaux de l'Atelier n° 2 : « Modalités de coopération entre Gouvernement et ONG et autres partenaires au développement ».**

Plus de 39 personnes ont participé aux discussions et débats de cet atelier qui avait pour Modérateur, M. Philippe Tokpanou, PNUD ; Rapporteurs , Mme Iboklene Hélène, MINPAT et M. Onga Nana Maximilien, CONGEH ; Assistance, M. Nahimana Gabriel.

Les débats ont porté sur 3 points à savoir :

- les éléments nécessaires pour la mise en place d'un cadre réglementaire sur l'activité des ONG ;
- la coordination des activités des ONG ;
- le renforcement des capacités des ONG ;

#### **A. Du cadre réglementaire**

La nécessité d'accélérer les travaux engagés dans le cadre de la mise en place d'un cadre réglementaire permettant de définir clairement :

- L'ONG en la distinguant des associations et en intégrant les éléments sur le but, le domaine d'intervention, la structure.
- Le profil du promoteur d'ONG
- Le cadre juridique qui devra préciser :
  - les critères d'éligibilité aux financements et autres facilités ;
  - les modalités de gestion ;
  - les critères de fiabilité ;
  - les procédures.



- L'atelier a souhaité l'élaboration d'un code de conduite (déontologie) pour les ONG elles-mêmes.

## **B. De la coordination**

L'atelier a identifié trois niveaux de coordination :

- la coordination entre ONG
- la coordination ONG – Etat
- la coordination tripartite ONG – Etat – Bailleurs de fonds.

### **a) La coordination entre ONG**

Elle doit se faire à différents niveaux correspondants aux unités administratives.

### **b) La coordination Etat – ONG**

Elle doit se faire au Ministère chargé de la planification et du développement dans une structure chargée du suivi général des activités des ONG.

Les ministères sectoriels et les collectivités décentralisées devraient créer en leur sein un service de liaison des ONG.

### **c) La coordination tripartite entre Etat, ONG et bailleurs**

L'existence d'une coordination tripartite doit permettre d'arrêter le cadre stratégique de référence pour les interactions entre Bailleurs – Etat – ONG.

## **C. Du renforcement des capacités**

Le renforcement des capacités amorcé par les bailleurs de fonds se poursuit à travers l'appui à l'organisation d'un forum des ONG et la mise en place d'un comité de suivi des présentes recommandations avec 2 représentants des ONG, 2 représentants de l'Etat, plus le Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) de la CEA.

## **2.3.6. Conclusions et recommandations générales du symposium**

### **2.3.6.1. Conclusions**



Au terme de deux jours de travail assidu, les participants au symposium de politique nationale sur les relations Gouvernement et les Organisations de la Société Civile au Cameroun ont réaffirmé le rôle primordial desdites organisations dans la promotion du développement auto-centré.

Le symposium a noté que le Gouvernement Camerounais considère que les fondements de la dynamique populaire assise sur les valeurs de solidarité et de partage, constituent de véritables instruments de politique économique lorsqu'ils s'inscrivent dans un cadre incitatif approprié. Il a pris la ferme résolution de stimuler la participation populaire, sous toutes ses formes, en tant que maillon de la politique de développement endogène et de l'intégrer dans toutes les stratégies de développement.

Le Gouvernement est ouvert au dialogue et à la concertation avec les Organisations de la Société Civile et est disposé à instaurer un cadre juridique et institutionnel propice à leur expression. Il exhorte de ce fait ces organisations à s'unir et instaurer une coordination interlocutrice avec l'Etat.

Le symposium a relevé la large diversité des formes sous lesquelles s'organisent les initiatives de la société civile, et souhaité l'adoption d'un cadre juridique clarifiant leurs statuts respectifs. La loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association, tout en constituant un cadre législatif de base devrait être complétée par d'autres instruments d'ordre réglementaire structurant les organisations de la société civile, en Associations de Base et en Organisations reconnues **d'utilité publique** (Etablissements privés d'intérêts collectifs, fondation, associations sans but lucratif d'utilité publique, coopératives, fédérations d'associations).

Il a relevé la nécessité pour les organisations de la société civile de disposer auprès du gouvernement d'un interlocuteur unique, de promouvoir elles-mêmes des réseaux de complémentarité pour accroître leur efficacité sur le terrain, et de s'organiser en une coordination susceptible de les représenter à divers niveaux.

Il a souligné l'importance et le rôle des Organisations de la Société Civile dans le processus de développement national, celles-ci suppléant, complétant ou prolongeant l'action de l'Etat dans certaines zones, ou auprès de certaines populations ou couches sociales marginalisées.

Le symposium a noté avec satisfactions la présence des bailleurs de fonds (PNUD, BM) ainsi que les marques d'encouragement qu'ils ont adressées au Gouvernement camerounais et aux Organisations de la Société Civile pour



promouvoir un cadre de coopération efficace entre tous les partenaires du développement.

### **2.3.6.2. Recommandations**

Aux vues des conclusions de ces travaux, le symposium recommande :

#### **1) Au Gouvernement camerounais**

1.1.- d'accélérer le projet de réforme en cours du cadre juridique pour permettre aux Organisations de la Société Civile (OSC) d'opérer efficacement ;

1.2. – impliquer d'avantage les ONG et Associations dans la finalisation des projets de loi en cours ;

1.3.- de clarifier les statuts des associations de base, et des organisations reconnues d'utilité publique (établissements privés d'intérêts collectifs, fondations, associations sans but lucratif d'utilité publique, fédérations d'associations, coopératives...);

1.4. - de décentraliser la procédure de reconnaissance du caractère d'utilité publique des associations déjà déclarées ou autorisées ;

1.5. - d'harmoniser la tutelle des organisations de la société civile, désigner ou instituer une entité unique chargée de la coordination des relations entre les différents départements ministériels, du suivi et de la collaboration avec ces organisations ;

1.6. - inclure dans le budget de l'Etat des lignes de crédits au profit des ONG et Associations.

#### **2) Aux organisations de la société civile**



2. 1. - tisser entre elles des réseaux de complémentarité, de communication et d'harmonisation de leurs programmes d'actions ;

2.2. - s'organiser et mettre en place leur propre structure de coordination des actions et d'interlocution avec les instances publiques ;

2.3 - de renforcer leurs capacités institutionnelles, rationaliser leur organisation pour accroître leur efficacité opérationnelle ;

2.4. - se professionnaliser afin de s'assurer une réalisation plus efficace de leurs activités ;

2.5. - mettre sur pied, à travers la structure de coordination, un code de déontologie applicable à tous ; et

2.6. - veiller à une meilleure décentralisation des ONG en vue de couvrir adéquatement le territoire national.

### **3. Aux bailleurs de fonds et CEA**

3. 1 - d'établir des programmes de soutien pour la promotion des OSC en tenant compte de leurs spécificités ;

3.2. - de considérer les OSC comme des partenaires de développement capables d'infuser les changements socio-économiques pour un développement durable.

3.3.- coordonner leurs interventions et informer régulièrement les ONG et leurs programmes et priorités ;

3.4. - soutenir les ONG et Associations dans leurs activités d'information sur la Charte ; puis renforcer leurs capacités institutionnelles ;

3.5. - mettre la charte à la disposition des ONG, en quantité suffisante et appuyer l'organisation des campagnes d'informations sur la Charte au niveau des populations ;

3.6. - inscrire dans leur agenda l'aspect jeunesse comme priorité dans le cadre de la participation des jeunes au processus de prise de décision à tous les niveaux ; et

3.7. - inscrire l'aspect genre dans leurs agendas.



### **III. LE SEMINAIRE DE FORMATION DES ONG**

#### **3.1. Justification et objectifs**

A la suite du symposium sur les relations Gouvernement – ONG, un séminaire de formation des ONG s'est déroulé à Mbalmayo du 15 au 18 juin 1998. Quarante ONG venant de la plupart des provinces du Cameroun ont été représentées à ce séminaire dont les objectifs étaient de :

- Contribuer au renforcement des capacités des ONG pour mieux participer à la promotion et à la consolidation du développement endogène.
- Faire acquérir aux animateurs des ONG, les savoir-faire et les techniques de planification, de formulation et évaluation de projets, de communication avec les médias, de mobilisation des ressources... qui leur permettent d'améliorer la qualité des services à rendre aux communautés de base.
- Donner aux représentants des ONG l'occasion d'échanger leurs expériences vécues sur terrain en vue de mettre en place un mécanisme de coordination de leurs programmes.

#### **3.2. Thèmes des cours**

Les cours donnés à ce séminaire ont porté sur les points suivants :

- Edification et renforcement des organisations – Planification stratégique., présenté par M. Mugema Romuald.
- Formation des réseaux et partenariat, présenté par M. Alemayo Rameto
- Relations avec les médias, présenté par M. Alemayehu Rameto
- Formulation du descriptif de projet, présenté par M. Paul-Gilles Nanda
- Liste de Contrôle et évaluation des projets, présenté par M. Alemayehu Rameto
- Mobilisation des ressources extérieures, présenté par M. Mugema Romuald



- Mobilisation des ressources locales par les ONG, présenté par M. Mugema Romuald
- Rendre votre programme durable, présenté par M. Mugema Romuald

En concertation avec les formateurs, et la direction du Centre, les thèmes suivants ont été ajoutés au programme du séminaire :

- Mobilisation des ressources : mécanismes et instruments, présenté par M. Paul-Gilles Nanda
- Culture participative, présenté par M. René Oyono de l'Institut International pour l'Agriculture Tropicale.

### **3.3. Ouverture du séminaire**

La séance d'ouverture a été présidée par M. Kamara David, Représentant le Directeur du CDSR-AC, dont le calendrier ne permettait pas d'être présent à ces assises.

En s'adressant aux participants, Monsieur David Kamara a tout d'abord présenté les salutations et les excuses de Monsieur Abdoulaye Niang, Directeur a.i. du Centre qui aurait bien voulu présider la séance d'ouverture du séminaire mais pour des raisons indépendantes de sa volonté n'a pas pu honorer de sa présence. Il a indiqué que ce séminaire était une suite logique du symposium qui venait de se tenir à Yaoundé. Monsieur Kamara a invité les participants à prendre une part active dans les débats pour leur enrichissement mutuel. Il a rappelé la détermination du CDSR-AC et de la CEA à œuvrer pour la promotion effective des organisations de la Société Civile dans la sous-région de l'Afrique Centrale.

Il a ensuite procédé à la présentation des formateurs, et a invité les participants à se présenter eux-mêmes. Les séances de cours ont aussitôt commencé dans une bonne atmosphère.

### **3.4. Déroulement de la formation**

Monsieur Kamara David, étant le coordonnateur du séminaire s'est vu confier d'office la tâche de modérateur durant tout le séminaire.

La présentation des cours a bénéficié d'un support pédagogique basé sur la projection sur écran par « Le Power Point Presentation », et d'un



« Flipchart », équipements fournis par le CDSR-AC. Ces deux supports ont été d'un soutien fort apprécié pour la qualité des présentations.

Chaque cours a donné lieu à des débats très animés dans le sens des échanges d'expérience, des éclaircissements ou des apports complémentaires. La participation était active et maximale.

Les interventions des séminaristes reflétaient la diversité des secteurs d'activités de leurs organisations respectives, du niveau académique, de formation des uns et des autres, de l'expérience de terrain, et des préoccupations des participants qui pour la plupart traduisaient le besoin de disposer d'un cadre juridique adéquat, d'une structure de coordination tant au niveau des pouvoirs publics qu'au niveau des ONG.

Tous les intervenants faisaient montre d'information suffisante sur le sujet développé. La participation active et substantielle dont les participants du séminaire ont fait preuve, a aussi témoigné de leur niveau d'éveil assez élevé sur les questions du développement et de leur désir d'apprendre, de s'informer et d'échanger leurs expériences.

### **3.5. Recommandations relatives au séminaire de formation.**

Après discussions et apports de contributions sur la formation reçue, les participants au séminaire ont clairement formulé les recommandations suivantes :

- 1) Constituer pour l'ensemble des ONG camerounaises un Réseau de coordination des programmes de leurs activités, vœux déjà exprimés au cours du symposium.
- 2) Organiser des séminaires de formations pour les dirigeants des ONG afin de leur ouvrir de nouveaux horizons concernant les problèmes relatifs à la gestion de leurs organisations, à la planification et au développement des programmes de leurs activités.
- 3) Organiser des cours de formations sur le thème « Volontariat », dans le but de valoriser d'avantage ce secteur fort utile et de lever les ambiguïtés qui l'empêchent de se développer.
- 4) Promouvoir et utiliser les ressources humaines locales et régionales notamment en matière d'expertise, de formation ou dans toutes autres activités relatives au renforcement des capacités des ONG.



- 5) Organiser des sessions de concertation entre ONG et les bailleurs de fonds dans les secteurs précis du développement.
- 6) Demander à la CEA, aux autres partenaires du Développement, le PNUD, la Banque Mondiale, d'intensifier la formation des membres des ONG.
- 7) Fournir aux participants des attestations ou certificats de présence aux séminaires de formation du genre de celui de Mbalmayo.

Enfin, les participants ont émis le souhait que des cours théoriques soient accompagnés des exercices pratiques ou des études de cas concrets. Ils ont souhaité que la préparation des prochaines sessions s'appuie sur une étude approfondie des besoins en formation des ONG afin de répondre adéquatement à leur renforcement institutionnel.

### 3.6. Clôture

Comme l'ouverture, la clôture du séminaire a été faite dans la simplicité et la détente. Après les mots de félicitations de quelques participants à l'endroit des formateurs, du modérateur et des organisateurs du séminaire et du symposium, la parole a été passée à l'Ambassadeur Mugema Romuald, Représentant du RADEV qui, au nom des personnes ressources a remercié les participants pour leurs contributions et leur assiduité dont ils ont fait preuve pendant toute la durée des travaux du séminaire. Il les a encouragés à aller de l'avant pour améliorer et renforcer leur programme d'Action. Il les a exhortés à établir un réseau à l'échelle nationale et à l'étendre aux autres ONG Africaines notamment le RADEV. Il a présenté des excuses quant aux éventuelles imperfections qui auraient pu être constatées dans le déroulement des cours et dont les corrections seront aussitôt faites dès le retour à Addis-Abéba de la mission qu'il a conduite.

Pour clôturer, M. Kamara a rappelé l'essentiel des cours présentés pendant le séminaire à savoir, la Planification, la Mobilisation des ressources locales et extérieures, la formulation des projets, la formation de réseau, les relations avec les médias, la culture participative et la mobilisation des ressources : mécanisme et instrument.

M. Kamara est revenu sur l'importance de la formation pour le renforcement des actions des ONG. Il a exhorté les participants de s'imprégner des instruments, des savoir-faire et des conseils et des valeurs prodigués au cours du séminaire. Il a en outre insisté sur le besoin de regroupement dans une structure de coordination pour mieux opérer.



Il a indiqué que ce séminaire de formation n'aurait aucun sens ni pour les participants, ni pour leurs organisations respectives, que si les résultats et recommandations étaient mis en application.

M. Kamara a souligné que le CDSR-AC ne ménagera aucun effort pour soutenir l'action des ONG du Cameroun et de la sous-région Afrique Centrale. Il a enfin remercié les formateurs, les techniciens et tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réussite du séminaire de Mbalmayo et a déclaré celui-ci clos.

### 3.7. Conclusion

Dans l'ensemble les cours ont touché le vécu des participants et ont suscité des contributions constructives qui ont amplement allongé la durée des séances. Il est ressorti clairement de ce séminaire qu'il y a un réel besoin de formation des ONG à toutes les techniques de gestion des affaires.

L'on a par ailleurs noté une large représentation féminine : sur les 36 participants 20 étaient des femmes responsables d'ONG.

## IV. ANNEXES

### Annexe 1 : Programme de travail du Symposium sur les ONG

Jeudi 11 juin 1998		Vendredi 12 juin 1998	
08h00 – 9h00	Inscription des participants	08h30 – 10h00	Ateliers de Travail
			<b>Atelier 1</b> Rôle des organisations populaires dans le contexte de la Charte Africaine de participation populaire <b>Modérateur : David Kamara, CDSR-AC</b>
			<b>Atelier 2</b> Modalités de coopération
			29



9h00 – 10h00	Ouverture officielle à l'Hôtel Hilton <ul style="list-style-type: none"> <li>• Allocution du Ministre des Investissements Publics et de l'Aménagement du Territoire (MINPAT)</li> <li>• Allocution du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies</li> <li>• Allocution du Directeur du CDSR-AC</li> </ul>		
10h00 – 10h30	<b>Pause café</b>	10h00 – 10h30	<b>Pause café</b>
10h30 – 12h30	<b>Plénière</b> Etude sur la participation populaire au développement économique et social au Cameroun  <b>Modérateur :</b> Abdoulaye Niang, Directeur du CDSR-AC ; <b>Présentateurs :</b> Mme Marie Madeleine Nga et M. P.-Gilles Nanda <b>Rapporteurs généraux :</b> APICA, COPAD	10h30 – 13h00	Internet comme instrument de communication et de formation des ONG <b>Présentateur :</b> Dr Ngenge Wawa  Présentation des résultats de 2 ateliers ;  Synthèse et recommandations en plénière  <b>Clôture</b>
12h30 – 14h30	<b>Déjeuner</b>		
14h30 – 18h00	Charte Africaine de la Participation Populaire au Développement Modérateur : MINPAT Présentateur : M. Amadou Ly, Consultant CEA Rapporteurs : APICA, COPAD		
16h00 – 16h30	<b>Pause café</b>		
16h30 – 18h00	Ateliers de travail		



## Annexe 2 : Programme du Séminaire de Formation des ONG

Lundi 15 juin 1998		Mardi 16 juin 1998		Mercredi 17 juin 1998		Jeudi 18 juin 1998	
0-09h00	Inscription des participants	09h00-10h00	Formulation de projet ( <i>Alemayehu Rameto</i> )	09h00-10h00	Mobilisation des ressources ( <i>Mugema Romuald</i> )	08h00-10h00	Expérience des ONG dans la mobilisation des ressources ( <i>Mugema Romuald</i> et <i>P. Gilles Nanda</i> )
0-10h00	Allocution du Représentant Directeur du CDSR-AC						
0-10h30	Pause café	10h00-10h30	Pause café	10h00-10h30	Pause café	10h00-10h30	Pause café
0-13h00	Renforcement des organisations ( <i>Mugema Romuald</i> )	11h30-13h00	Liste de contrôle et formulaire d'évaluation de projets ( <i>Alemayehu Rameto</i> )	11h30-13h00	Culture participative et action collective ( <i>Réné Oyono</i> )	10h30-13h00	Evaluation ( <i>Mugema Romuald</i> )
0-14h30	Déjeuner	13h00-14h30	Déjeuner	13h00-14h30	Déjeuner	13h00-14h30	Clôture Déjeuner
0-16h00	Formation de Réseau et partenariat ( <i>Alemayehu Rameto</i> )	14h30-16h00	Rendre votre projet durable ( <i>Alemayehu Rameto</i> )	14h30-16h00	Visite		
0-16h30	Pause café	16h00-16h30	Pause café	16h00-16h30	Pause café		
0-18h00	Relations avec les médias ( <i>Alemayehu Rameto</i> )	16h30-18h00	Mobilisation des ressources ( <i>Mugema Romuald</i> )	16h30-18h00	Mobilisation des ressources : mécanismes et instruments ( <i>P. Gilles Nanda</i> )		



## Annexe 3 : Liste des Participants au Symposium sur les ONG

NOMS ET PRENOMS	TITRE/ORGANISATION	ADRESSE (Ville, Tél., Fax, E-mail)
1. ABAGA AKONGO Urbain	Formateur – FESADE	B.P. 724 Ydé, Tél. 23.42.32 B
2. ABE Narcisse	Représentant MINEDUC – MINEDUC	Tél. 23.53.26/22.27.79B Ydé
3. ACHA MORFAW Diane	Séc. Gén. International Network of Law chimics	B.P. 7063 Ydé, Tél. 20.84.31 B, Fax : 20.84.31
4. AKONO NDO Emmanuel	Chef Cellule de Coopération – MINAS	MINAS Ydé, Tél. 22.98.87 B
5. ANANGA MESSINA Pierre	Inspecteur des Services Economiques – MINEFI	MINEFI Ydé, Tél. 23.27.01 B 23.84.62 D,
6. ASSALE Jean Claude	Journaliste – MINCOM	MINCOM Ydé, Tél. 23.02.86 B, 30.49.55 D
7. BEKONO NKOA Georges	Chef de service ONG- MINREX	MINREX, Tél. 21.15.99 B, Fax : 21.19.93
8. BIRONKI Samuel	Chef Cabinet – MINIPAT	MINIPAT Ydé, Tél. 23.16.07 B, Fax : 22.15.09
9. BIYONG Pauline	Présidente – LEWCE	B.P. 14702 Ydé, Tél. 22.40.01 B, 22.40.01 D, Fax : 22.40.01, E-mail : <a href="mailto:pauline.biyong@camnet.cm">pauline.biyong@camnet.cm</a>
10. BOKLENE Hélène	Cadre – MINPAT	B.P. 12967 Ydé, Tél. 22.42.70 B, 31.91.15 D
11. BOMBA Céléstin Modeste	Diplomate/Chercheur – FIBGEC	B.P. 11261 Ydé, Tél. 21.42.34 B 30.11.35 D Fax : 21.42.34
12. BOOTO à NGON Colette	Chef de service – MINEPIA	MINEPIA Ydé, Tél. 22.22.02 B
13. CHOKOTE Jeanne Marthe	Représentante du Délégué – CAFER	B.P. 13688 Ydé, Tél. 22.20.47 B., Fax : 22.20.47
14. COSTE Dominique	Présidente SIGHT FIRST/ Coalition ONGD - Lutte contre l'onchocercose (LCIF)	B.P. 4794 Ydé, Tél. 20.50.07/21.55.67 D, Fax 21.32.22, E-mail : <a href="mailto:sight-first@camnet.cm">sight-first@camnet.cm</a>
15. DIBOMA Adèle	Directrice – FAGES	B.P. 1200 Ydé, Tél. 21.28.76 B 30.64.43/30.52.43 D
16. EPALE Hans	Financial and Administrative Assistant – LIVING EARTH	B.P. 12763 Ydé, Tél./Fax : 20.98.81B 21.55.12 D
17. ESSAMA BENE Désiré	Sous-Directeur- MINPAT/DPD	MINPAT/DPD – Ydé, Tél. 22.09.22 B 31.58.32 D
18. ETONO NGAH Appolinaire	Directeur National – INADES Formation	B.P. 11 Ydé, Tél. 21.17.48 B, 21.16.91 D, Fax : 21.11.44
19. EVA Justine	Présidente Fondatrice de l'A.P.A.S.A.C.	B.P. 511 Yaoundé
20. GELAS Elisabeth	Secrétaire Exécutif – CRADIF	B.P. 304 Mbalmayo, Tél. 28.12.49 B, Fax : 28.12.29
21. GHANGNO Ibrahim	EMAF	Tél. 31.94.29 B, Fax : 31.99.25
22. HERRERA Julio	Programme Officer – UNICEF	UNICEF Ydé, Tél. 22.03.93 B
23. HON AZIAH Vernon Smith	Conseiller Technique – CADEF	B.P. 1984 Ydé, Tél./Fax : 20.66.75